

**COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER NATIONAL
DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

AU 31 DECEMBRE 2014

(ET PERSPECTIVES A COURT TERME)

SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
SOMMAIRE.....	1
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	2
VUE D'ENSEMBLE.....	3
A - EVOLUTION DU SECTEUR REEL.....	4
A--1 SECTEUR PRIMAIRE.....	4
<i>A-1-1 Cultures vivrières.....</i>	<i>4</i>
<i>A-1-2 Produits agricoles d'exportation.....</i>	<i>5</i>
<i>A-1-3 Elevage.....</i>	<i>6</i>
<i>A-1-4 Productions et exportations de grumes.....</i>	<i>7</i>
A-2 SECTEUR SECONDAIRE.....	8
<i>A-2-1 Industries extractives.....</i>	<i>8</i>
<i>A-2-2 Productions et ventes de sciages.....</i>	<i>9</i>
<i>A-2-3 Industries agro-alimentaires.....</i>	<i>10</i>
<i>A-2-4 Industries manufacturières.....</i>	<i>11</i>
<i>A-2-5 Industries de l'énergie et de l'eau.....</i>	<i>12</i>
<i>A-2-6 Bâtiments et Travaux Publics.....</i>	<i>14</i>
A-3 SECTEUR TERTIAIRE.....	15
<i>A-3-1 Commerce général.....</i>	<i>15</i>
<i>A-3-2 Commercialisation des produits pétroliers.....</i>	<i>16</i>
<i>A-3-3 Transports.....</i>	<i>16</i>
<i>A-3-4 Télécommunications et Autres Services.....</i>	<i>18</i>
<i>A-3-5 Secteur hôtelier.....</i>	<i>19</i>
B – EVOLUTION DE L'INFLATION.....	20
C – SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES.....	20
D – SITUATION DES ÉCHANGES EXTERIEURS.....	21
E – PERSPECTIVES À COURT TERME.....	21
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	21

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	Banque Africaine de Développement
BARC	Bureau d'Affrètement Routier Centrafricain
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BECDOR	Bureau d'Exploitation et de Contrôle de Diamant et Or
BIVAC	Bureau Inspection Valuation Assessment Control.
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CENTRAPALM	Centrafricaine des Palmiers
ENERCA	Energie Centrafricaine
IATA	International Air Transport Association
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales
IPC	Indice des Prix à la Consommation
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
MISCA	Mission Internationale de Soutien en Centrafrique
OACI	Organisation de l'Aviation Civile Internationale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ORCCPA	Office de Réglementation, de la Commercialisation, du Contrôle et du Conditionnement des Produits Agricoles
PARIR	Projet de Réhabilitation des Infrastructures Rurales
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASAN	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SEGA	Société d'Etat et de Gestion des Abattoirs
SDRSA	Stratégie de Développement Rural et de Sécurité Alimentaire
SINFOCAM	Société Industrielle des Forêts Centrafricaines et d'Aménagement
SOCATRAF	Société Centrafricaine de Trafic Fluvial
SODECA	Société de Distribution d'Eau en Centrafrique
SOFICA	Société de Fibre Centrafricaine
SOMDIAA	Société d'Organisation de Management et de Développement des Industries Alimentaires et Agricoles
SUCAF	Sucrierie Centrafricaine

VUE D'ENSEMBLE

La situation économique de la RCA en 2014 a été marquée par une timide reprise de l'activité économique entamée depuis le début de l'année. Cette évolution favorable, soutenue par celles des secteurs tertiaire, de l'énergie et des BTP, est en relation avec l'apparente accalmie qui règne au niveau de la capitale Bangui et surtout le déploiement des casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA). Sur le front des prix, le choc sur l'offre et la perturbation des circuits d'approvisionnement ont exacerbé les pressions inflationnistes en portant le taux d'inflation à 17,84 % en moyenne annuelle, à fin décembre 2014, contre 3,99 % l'année dernière.

S'agissant de l'évolution des finances publiques à fin décembre 2014, les recettes intérieures seraient mobilisées à hauteur de 40,6 milliards de F CFA¹, ce qui ne représente que 65,37 % des prévisions de recouvrement arrêtées dans la Loi de finances. Du côté des dépenses, elles seraient payées à hauteur de 135,9 milliards de F CFA, dont 81,2 milliards de F CFA au titre des opérations courantes. En conséquence, le solde global, base engagements, hors dons est ressorti déficitaire à 95,3 milliards de F CFA. Ce déficit est totalement résorbé grâce à des appuis extérieurs massifs reçus par le pays, suite à des décaissements provenant des Partenaires Techniques et Financiers (le FMI, la Banque Mondiale, la BAD, le PNUD, l'Union Européenne (UE) et la France).

Quant à l'évolution du commerce extérieur, les statistiques des trafics routier et fluvial révèlent une baisse de 11,8 % du volume global des biens échangés. Cette baisse est en relation avec la persistance de l'insécurité sur les principales voies de ravitaillement.

Enfin, s'agissant des perspectives à court terme de l'économie centrafricaine, elles dépendent de l'amélioration effective des conditions sécuritaires, indispensable au retour des personnes déplacées internes et externes et au redéploiement de l'Administration publique sur toute l'étendue du territoire. Elles dépendent également de la poursuite des financements en faveur des programmes de développement dans les secteurs prioritaires que sont la santé, l'éducation, l'eau et l'agriculture.

¹ D'après le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) prévisionnel établi au mois de novembre 2014 par les Autorités nationales en concertation avec le Fonds Monétaire International (FMI).

A - EVOLUTION DU SECTEUR REEL

A-1. SECTEUR PRIMAIRE

A-1-1. Cultures vivrières

a) Evolution de la production

Les estimations faites par le Ministère en charge du Développement Rural au 31 décembre 2014 et qui tablent sur une amélioration progressive de la situation sécuritaire, portent sur une production totale de 1 012,1 tonnes contre 936 tonnes à la campagne une année auparavant, soit une progression de 8,1 %. Cette reprise serait en relation avec les opérations de distribution de semences de consommation locale² et d'outils de maraichages par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), à environ 126 groupements³ des zones urbaines de Bangui et des localités périurbaines de Bimbo et Bégoua (Ombella M'poko).

De toutes ces cultures traditionnelles courantes, le manioc représente la plus forte proportion et demeure la base de l'alimentation avec 10 % de la production totale.

Il est suivi du maïs, de l'arachide, du mil et sorgho, de la courge, du sésame et du paddy qui jouent, non seulement, un rôle important dans la satisfaction des besoins caloriques mais constituent une source de revenus véritables pour la population rurale.

b) Difficultés du secteur

Outre la pratique traditionnelle avec une forte utilisation des outils aratoires (daba) et la gestion insuffisante de la fertilité des sols, les difficultés identifiées du secteur se résument à : (i) l'absence de structures d'encadrement, (ii) la désorganisation des circuits d'approvisionnement en intrants et de la commercialisation des produits, (iii) la dégradation avancée des pistes rurales, (iv) les conditions climatiques peu favorables lors de la campagne 2013/2014 et surtout (v) la difficile pacification de certaines zones de production (Nord et Nord-Est).

c) Perspectives

A court terme, les perspectives sont incertaines et dépendent du retour des personnes déplacées dans leur terroir, de l'Administration dans les zones désertées, du respect du calendrier agricole dans les zones de production et d'un fort soutien au secteur agricole conformément au Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN).

² Ces semences sont constituées du maïs, du riz, de l'arachide, du sésame, du mil, du sorgho et des légumes.

³ Selon la FAO, ces 126 groupements représentent quelques 111 750 ménages (Cf. Rapport Spécial FAO/PAM sur la Mission d'évaluation de la sécurité alimentaire en RCA, Octobre 2014).

A-1-2 Produits agricoles d'exportation

A-1-2-1 Le Café

a) Evolution de la production, des exportations et de la valeur unitaire

Une campagne caféière démarre le 1er octobre d'une année et se termine le 30 septembre de l'année suivante. Durant cette période, démarrent les opérations de récolte, de collecte, de séchage et de conditionnement de café.

Ainsi, au 31 décembre 2014, le tonnage du café produit et contrôlé par l'Office de Réglementation, de la Commercialisation, du Contrôle et du Conditionnement des Produits Agricoles (ORCCPA) reste inchangé depuis le mois de septembre 2014 puisque la campagne 2013/2014 était arrivée à son terme, s'établissant à 4 510,6 tonnes contre 60 tonnes à fin décembre 2013. Ce volume, totalement exporté, a rapporté 2 767,7 millions de F CFA pour une valeur unitaire de 613,6 F CFA/kg.

S'agissant de la campagne 2014/2015, son déroulement a été perturbé par la persistance des poches d'insécurité dans certaines zones de production. Ceci a amené les experts de l'ORCCPA à repousser provisoirement à la date du 15 janvier 2015, le lancement de la campagne caféière 2014/2015 et, dans le même temps, à maintenir les perspectives de production de cette nouvelle campagne autour de 10 000 tonnes.

b) Difficultés de la filière

Les responsables de la filière se plaignent de la prolifération des acheteurs non agréés qui profitent de l'instabilité sécuritaire pour opérer en toute impunité avec la complicité des bandes armées, ce qui empêche l'ORCCPA à bien mener sa mission de contrôle et de réglementation.

c) Perspectives

Les perspectives de la filière s'annoncent incertaines, en relation avec la persistance de l'insécurité dans les zones de production. Toutefois, la Direction Générale de l'ORCCPA envisage dans sa nouvelle politique d'étendre ses activités de contrôle de la qualité à certains produits vivriers tels que le riz, le maïs et le haricot, ce qui boosterait le chiffre d'affaires de la société.

A-1-2-2 Le Coton

a) Evolution de la production, du rendement et des exportations

La légère amélioration de la situation sécuritaire dans la Préfecture de l'Ouham, a permis à la Cellule Coton, après une année d'inactivité, de reprendre progressivement ses activités depuis le mois de juin 2014. Seule l'usine de Bossangoa a été remise en marche.

Le volume de coton graine produit pendant la campagne 2013/2014 et qui était resté entre les mains des cotonculteurs, est en cours d'égrenage et attend d'être évacué vers le Cameroun à partir du mois de janvier 2015. Les dernières estimations de ce volume s'établiraient à 1 200 tonnes pour le coton graine contre 6 163 tonnes pendant la campagne 2012/2013, soit une forte chute de 80,5 %. De même, le volume de coton fibre baisserait de 74,3 %, à 588 tonnes contre 2 292 à la campagne précédente.

En dépit des difficultés liées à l'insécurité qui sévit dans l'arrière-pays, les paysans se sont mobilisés pour reprendre la culture du coton en vue de préserver les semences pour la prochaine campagne. Ce facteur justifie l'optimisme des responsables de la filière qui entrevoient une hausse de la production pour la campagne 2014/2015.

Rappelons que les deux autres usines situées à Guiffa et à Bambari ne sont toujours pas opérationnelles, en raison de l'occupation de ces zones par les groupes armés.

b) Difficultés de la filière

En plus de l'insécurité dans les zones de production et la mise hors services des usines de Guiffa et de Bambari, la Cellule Coton ne dispose pas d'assez de moyens roulants pour le transport des fibres vers le port de Douala.

c) Perspectives

Les perspectives sont conditionnées par le rétablissement de la sécurité dans les zones de production sous contrôle des groupes armés, qui permettra à la Cellule Coton de réhabiliter les usines d'égrenage de Guiffa et de Bambari, et de renouer le partenariat avec la Chine, en vue de la relance des activités cotonnières. Elles dépendent également de l'opérationnalisation de la Société de Fibre Centrafricaine (SOFICA).

A-1-3 Elevage

a) Evolution du cheptel

L'élevage qui a payé le plus lourd tribut de la crise politico-militaire en 2013 peine à se relever en 2014, en relation avec la persistance des attaques contre les éleveurs Peulhs par les bandes armées.

A fin décembre 2014, les estimations du cheptel faites par le Ministère en charge du Développement Rural ont porté sur 8 025 milliers de têtes contre 8 115 une année auparavant, soit une légère baisse de 1,1 %.

b) Abattage et Production de Viande

Les activités de la Société d'Etat et de Gestion des Abattoirs (SEGA) peinent à reprendre normalement du fait des conséquences de la crise militaro-politique, à l'origine de l'exode massive des éleveurs peuhls vers le Nord, et le dysfonctionnement des principaux marchés de ravitaillement de Bouboui (Pk45) et de Ngola (Pk13). Cette situation a entraîné une pénurie de viande bovine sur les marchés de la place.

Un début de solution a été trouvé avec l'affectation de 3 camions bétailières par le Ministère de tutelle, lesquels ravitaillent la ville de Bangui en viande bovine à partir des villes de provinces. Mais ces ravitaillements ne permettent pas à la SEGA d'assumer convenablement sa mission, en raison du nombre insuffisant des bétailières. En effet, la société n'achemine qu'en moyenne 30 têtes de bovins par jour, alors que le besoin journalier des banguissois est estimé à 200 têtes.

Ainsi, la quantité des bêtes abattues a chuté de 68,5 %, revenant de 23 281 têtes à 7 345, entre décembre 2013 et décembre 2014.

Il en est de même pour les recettes résultant du prélèvement des taxes sur l'abattage du cheptel bovin et qui ont baissé de moitié, s'inscrivant à 51,2 millions de F CFA contre 105,5 millions il y a un an.

c) Difficultés de la filière

La destruction de l'abattoir de Ngola a entraîné la recrudescence des abattages clandestins dans des conditions sanitaires et d'hygiène déplorables. A cela s'ajoute la rareté des bovins, en relation avec le déplacement hors du pays d'une partie du cheptel, l'insuffisance des camions bétailières nécessaires au ravitaillement de la ville de Bangui et les tensions de trésorerie.

d) Perspectives

A court terme, Le Ministère Délégué à l'Elevage envisage de créer trois (03) marchés à bétail dans les villes de Bambari, Bouar et Kaga-Bandoro pour l'approvisionnement de l'Abattoir Frigorifique de Bangui (AFB). Ceci pourrait contribuer à une reprise progressive de la filière.

A-1-4. Production et exportation de grumes

a) Evolution de la production, des ventes locales et des exportations

Les événements militaro-politiques du début octobre 2014 ont retardé la reprise attendue du secteur sylvicole. A fin décembre 2014, la production de grumes, déclarée par la Direction des Forêts, a porté sur un volume total de 221 482 m³ contre 340 224 m³ un an plus tôt, soit une baisse significative de 34,9 %.

S'agissant des exportations, les données déclarées par la société BIVAC ont affiché une diminution de 19,9 %, s'établissant à 114 685 m³ à fin décembre 2014 contre 143 229 un an auparavant. Les principales essences exportées concernent le « Sapelli » et le « Padouk ».

La vente de ces grumes a rapporté 5 963 millions de F CFA en décembre 2014 contre 7 530 millions il y a un an, soit une régression de 20,8 %.

De même, les droits et taxes prélevés sur ces exportations ont chuté de 20,4 %, à 629 millions de F CFA contre 791 millions en décembre 2013.

b) Difficultés de la filière

Les sociétés forestières restent confrontées à l'instabilité militaro-politique qui se traduit par l'occupation des zones de production par les groupes armés, l'abattage anarchique et clandestin de certaines essences et l'insécurité le long des axes d'acheminement des grumes vers le port de Douala.

c) Perspectives à court terme

Les perspectives sont mitigées et dépendent de la pacification du pays, ce qui pourrait permettre aux forestiers de reprendre les activités.

Par ailleurs, il est à noter qu'un permis d'exploitation et d'aménagement a été attribué à la société SINFOCAM (Société Industrielle des Forêts Centrafricaines et d'Aménagement) dans la zone de Bayanga (dans la Préfecture de Sangha Mbaéré). La création de cette nouvelle société pourrait contribuer à redynamiser le secteur forestier qui peine à se relever de la crise. La convention d'exploitation a été signée entre le Gouvernement représenté par la Ministre des Eaux et Forêts et l'Administrateur de ladite société M. Chong.

A-2 SECTEUR SECONDAIRE

A-2-1 Industries extractives

a) Evolution de la production et des exportations du diamant et de l'or

1 - Diamant

La chute de l'activité observée depuis le début de l'année se poursuit, du fait du maintien de la suspension de la République Centrafricaine du processus de Kimberley et de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (ITIE) depuis le 10 mai 2013, suite aux évènements militaro-politique de mars 2013.

Le Gouvernement intensifie les négociations avec les partenaires au développement, en vue de la levée, même partielle, de cet embargo, l'objectif étant de

permettre à la RCA de renouer avec les exportations légales de diamants, qui constituent l'une des principales sources de revenu du pays⁴.

Cependant, profitant de l'environnement sécuritaire très instable, et avec la complicité des groupes armés, certains exploitants se livrent à l'exportation illicites à des prix dérisoires, ce qui n'augure pas de bonnes perspectives pour le secteur.

2- Or

Il est à noter que l'or n'est pas frappé par l'embargo, mais la production a considérablement baissé au cours de la période sous-revue, du fait de la persistance de l'insécurité sur les sites d'extraction.

Ainsi, la production à la fin du quatrième trimestre 2014 a fléchi de 14,2 %, s'inscrivant à 9470,8 grammes contre 11 034,1 grammes à la même période de l'année précédente.

Cette quantité produite et totalement exportée, a rapporté 144,9 millions de FCFA contre 168,3 millions une année auparavant, en baisse de 13,9 %. La valeur unitaire, quant à elle, est maintenue à 15 307 F CFA/gramme.

b) Difficultés de la filière

Les difficultés demeurent l'insécurité dans les zones de production minière, la suspension du processus de certification de Kimberley et la multiplication des réseaux d'exportation illégale.

c) Perspectives

A court terme, les perspectives sont mitigées et dépendent du rétablissement de la sécurité dans les zones de production ainsi que de la levée de la suspension de la RCA du processus de Kimberley, ce qui permettra une reprise effective des activités minières.

A-2-2 Production et vente de sciages

A fin décembre 2014, la production de bois sciés déclarée par la Direction des forêts, s'est établie à 26 219 m³ contre 39 729 m³ une année auparavant, soit une baisse de 34 %.

Suivant la même tendance, les exportations contrôlées par la société BIVAC ont également chuté de 9,8 % en volume et 3,6 % en valeur, s'inscrivant à 25 302 m³ pour 2 504 millions de F CFA. Les principaux exportateurs sont les sociétés SEFCA MBAERE et SOFOKAD et les essences exportées concernent principalement le

⁴ Selon le BECDOR, les recettes d'exportation du diamant durant la période 2002-2012 se sont établies en moyenne à 28 milliards de F CFA.

Sapelli et l'Ayous. Par ailleurs, il a été vendu au niveau local 1 472 m³ de bois sciés à fin décembre 2014 contre 3 218 m³ il y a un an, soit une diminution de 54,3 %.

A-2-3 Industries agro-alimentaires

A-2-3-1 L'huile de palme

a) Evolution de la production et des ventes

Après des pertes subies pendant la crise, la CENTRAPALM est toujours en attente d'un appui financier conséquent pour relancer ses activités, arrêtées depuis le mois de juin 2013.

b) Difficultés de la filière

La société CENTRAPALM reste confrontée aux difficultés de trésorerie qui ne lui permettent pas de faire face au renouvellement de son outil de production pillé, à la régénération de la palmeraie et aux diverses charges de fonctionnement.

c) Perspectives

Elles demeurent incertaines et dépendent de l'appui attendu du Gouvernement pour la relance des activités.

A-2-3-2 Le Sucre

a) Evolution de la production et des ventes

A la fin de l'année 2014, la production du sucre par la société Sucrierie Centrafricaine (SUCAF) a baissé de 11,7 %, s'établissant à 1 373 tonnes contre 1 555 tonnes une année plus tôt. Cette contre-performance est en relation avec l'arrêt du fonctionnement de l'usine de Ngakobo, consécutif au pillage et à la destruction de toutes les unités de production par les bandes armées durant la crise.

Pour combler le déficit de production, la SUCAF est obligée d'importer du sucre en provenance du Brésil. Ces importations se sont inscrites en baisse de 10,9 % durant la période de référence, en raison des difficultés de trésorerie que la société rencontre et surtout de l'environnement sécuritaire délétère qui ne permet pas à la société de couvrir l'ensemble du territoire national.

De même, le chiffre d'affaires a baissé de 16,2 % à fin décembre 2014, s'inscrivant à 5 955 millions de F CFA contre 7 103 millions un an plus tôt. Cette baisse est essentiellement liée à la persistance de l'insécurité dans la zone de production.

b) Difficultés de la filière

En plus des pertes subies, notamment la destruction des unités de production, la société SUCAF continue de se plaindre de l'importation frauduleuse du sucre en provenance de Cameroun, et du rallongement du délai d'acheminement des produits vers Bangui, du fait du nombre limité de convoiage sous escorte des forces internationales.

c) Perspectives

A court terme, les perspectives dépendent du rétablissement de la sécurité dans la zone de production et de la réalisation des investissements afin de renouveler les matériels détruits lors de la crise.

A-2-4. Industries manufacturières

a) Evolution de la production

A fin décembre 2014, la production des principales entreprises industrielles de la place, a enregistré des résultats contrastés. Elle se présente de la manière suivante :

- Dans le sous-secteur « alimentaire et dérivés », il a été enregistré des hausses de 38 %, 14,9 % et 11 % respectivement sur la production de la bière, des boissons gazeuses et des cigarettes, alors que celle du sucre a régressé de 11,7 %.
- Dans le sous-secteur métallurgique, les productions des « articles de ménages » et des « tôles et faitières » ont chuté respectivement de 26,2 % et 59,8 %, en relation avec les difficultés de trésorerie que traverse la société COLALU.

b) Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des entreprises industrielles a légèrement progressé de 1,4 %, s'inscrivant à 22 730,7 millions de F CFA à fin décembre 2014 contre 22 416,3 millions à la même période un an plus tôt. Cette légère amélioration est essentiellement tirée par les résultats positifs enregistrés dans la vente de la bière et des boissons gazeuses.

c) Difficultés du secteur

Les difficultés récurrentes demeurent : i) l'insécurité qui rallonge le délai d'approvisionnement en matières premières, ii) les tensions de trésorerie, iii) l'impraticabilité des routes dans l'arrière-pays, iv) la concurrence déloyale du secteur informel et v) la fourniture irrégulière d'électricité.

d) Perspectives

Les perspectives dépendent de l'évolution favorable de la conjoncture nationale et de l'amélioration de l'environnement sécuritaire qui permettront à ces entreprises de ré-ouvrir leurs agences dans les provinces et relancer leurs activités.

A-2-5 Industries de l'énergie et de l'eau

A-2-5-1 Production et Consommation d'Énergie électrique

a) Evolution de la production

A fin décembre 2014, la production totale d'énergie électrique a légèrement augmenté de 0,9 % à 139 732 Megawatt/heure (Mwh) contre 138 468 une année auparavant. Cette évolution résulte notamment d'une légère hausse de la production hydraulique au niveau des sites de Boali I et II.

Par contre, la production thermique a enregistré une forte baisse de 75,1 %, s'établissant à 174,7 Mwh à fin décembre 2014 contre 701 Mwh il y a un an, imputable à la mauvaise performance réalisée par le centre de Bangui. Parallèlement, aucune production n'a été enregistrée dans les centres secondaires.

Sur cette quantité d'énergie produite, le transport du courant de Boali vers Bangui a subi une perte de 12 929,3 Mwh. De ce fait, la quantité de l'énergie distribuée s'est réduite à 126 977,3 Mwh contre 127 175 Mwh une année auparavant, en légère baisse de 0,2 %.

b) Evolution de la consommation, des points de livraison et du chiffre d'affaires

S'agissant de la consommation, elle a enregistré une hausse de 6,5 %, s'inscrivant à 70 101,3 Mwh contre 65 840 Mwh une année plus tôt, en relation avec le nombre de points de livraison qui s'est accru de 26,7 %, à 27 798 contre 21 942 il y a un an.

Malgré cette augmentation de la consommation, le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 22 %, revenant de 5 867,5 millions de F CFA en décembre 2014 à 4 577,6 millions de F CFA une année plus tard, en liaison avec le faible taux de recouvrement dû à l'inaccessibilité de certaines zones de Bangui pour des raisons d'insécurité et les impayés de l'Etat. Face à cette situation, la Direction Générale entend lancer une vaste campagne de sensibilisation et de recouvrement afin d'améliorer son chiffre d'affaires.

c) Difficultés du secteur

Les difficultés demeurent la faible capacité de production, l'indisponibilité de matériels de branchement et du réseau, les actes récurrents de vandalisme sur les

installations techniques de l'ENERCA dans certains arrondissements de Bangui, les perturbations de distribution liées à des défauts sur les lignes de transports et surtout l'insécurité empêchant l'accès dans certains secteurs de la ville, pour des opérations de recouvrement.

d) Perspectives

Les perspectives sont bonnes et portent sur les négociations entreprises pour la reprise du financement des principaux projets de rénovation des usines Boali 1 et 2 sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD), le dédoublement de la capacité de l'usine Boali 2, de 2 turbines de 5 MWT sur financement de la Banque Mondiale, l'équipement de l'usine Boali 3 de 2 turbines de 5 MWT sur financement chinois, et enfin, la révision des 2 groupes de la Centrale thermique de Bangui.

A-2-5-2 Production et Consommation d'Eau potable

a) Evolution de la production, de la consommation et du chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2014, la production d'eau potable, déclarée par la Société de Distribution d'Eau en Centrafrique (SODECA), a connu une augmentation de 6,7 %, à 10,62 millions de m³ contre 9,95 millions de m³ une année auparavant.

Dans le même temps, le volume d'eau consommé s'est contracté de 14,7 %, s'inscrivant à 3,66 millions de m³ en décembre 2014 contre 4,29 millions une année auparavant, en dépit de l'augmentation de 7,1 % du nombre d'abonnés facturés qui est passé de 16 814 à 18 007 clients. Cette faible consommation est en liaison avec l'atonie de l'activité économique nationale et les dysfonctionnements du réseau de distribution.

Parallèlement, le chiffre d'affaires a baissé de 16 %, s'établissant à 1 196,9 millions de F CFA contre 1 425 millions de F CFA à fin décembre 2013, en relation avec les difficultés de recouvrement.

b) Difficultés du secteur

Les difficultés demeurent la vétusté de certains matériels de production, la baisse significative du taux de recouvrement du fait de l'inaccessibilité à certains quartiers pour cause d'insécurité, la tension persistante de trésorerie causée par le non-paiement des factures par l'Etat⁵ et les tensions sociales dues aux arriérés de salaire du personnel.

⁵ Selon le Chef Comptable de la SODECA, le montant des factures impayées ont atteint 1,1 milliard de F CFA à fin décembre 2014.

c) Perspectives

Les perspectives restent favorables, en relation avec le financement de la Banque Africaine de Développement dans le cadre du premier sous-programme sectoriel « Eau et Assainissement » et les travaux de réhabilitation de la station de pompage N° 3 réalisés grâce à l'appui financier du CICR. Cette station permettra de fournir à nouveau et de manière régulière de l'eau à plus de 100 000 ménages dans la ville de Bangui.

A cela s'ajoute le retour progressif de la sécurité dans les 3ème et 5ème Arrondissements, qui permettra à la société, non seulement, de réduire les pertes sur le réseau de distribution mais aussi de procéder aux opérations de recouvrement dans ces zones, délaissées pour cause d'insécurité.

A-2-6. Bâtiments et Travaux Publics

a) Evolution des activités

Le secteur des BTP a connu un regain d'activité au cours de l'année 2014, en relation avec l'amélioration de l'environnement sécuritaire dans la ville de Bangui, à l'origine de la reprise des investissements tant publics que privés.

Cette évolution positive est en relation avec la mise en œuvre du projet de Réhabilitation du réseau de drainage des eaux pluviales de la ville de Bangui financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de cinq (5) millions d'euros, les travaux d'extension, de modernisation et de mise aux normes International Air Transport Association (IATA) et Organisation de l'Aviation Civile International (OACI) de l'Aéroport International Bangui M'Poko sur financement de la BDEAC et de l'AFD, la poursuite des travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (THIMO) dans la ville de Bangui par l'Office National du Matériel (ONM), la réhabilitation de la route Bouar/Bozoum sur financement du Gouvernement et les travaux d'électrification des cinq (5) quartiers de Bangui, dans le cadre du projet Energie/Cemac financé par l'Union Européenne.

A ces travaux s'ajoutent ceux de construction de deux ponts métalliques provisoires à Sapéké dans le 6^{ème} Arrondissement de Bangui et à Sica-Castors dans le 3^{ème} Arrondissement par l'EUFOR-RCA.

b) Difficultés du secteur

En plus des pertes subies par les entreprises de BTP pendant les derniers événements, avec le pillage des matériels d'exploitation, les autres difficultés se rapportent à la sécurisation des chantiers, à la hausse des prix des matériaux de construction, au manque de personnels qualifiés et au retard dans le paiement des factures par l'Etat ainsi que les partenaires au développement.

c) Perspectives

Les perspectives s'annoncent favorables mais dépendent néanmoins de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays, propice à la relance des travaux de construction.

Les travaux en projet pour 2015 portent sur la construction des collecteurs d'eau au quartier kokoro et la construction des stations de péage sur la route Bangui-Garoua-Boulaï sur financement de la BAD et de la CEMAC.

A-3. SECTEUR TERTIAIRE

A-3-1. Commerce Général

a) Evolution du chiffre d'affaires des entreprises commerciales

A fin décembre 2014, le chiffre d'affaires consolidé des principales entreprises commerciales s'est fortement consolidé de 41,6 %, passant de 43 454 millions de F CFA l'année dernière à 61 546,2 millions. Cette bonne performance est attribuable aux sous-secteurs des « hydrocarbures », de vente d'appareils électroménagers et surtout de vente de véhicules neufs.

b) Evolution des ventes de véhicules neufs

S'agissant des ventes de véhicules neufs, leur nombre a considérablement augmenté au cours de la période sous-revue, passant de 126 unités en 2013 à 269 unités en 2014, impulsé essentiellement par la hausse dans les ventes de véhicules de type « tourisme », du fait de l'accroissement du nombre des ONG intervenant dans le cadre d'assistance humanitaire et dont le besoin en matériels roulants est important.

c) Difficultés du secteur

Les difficultés se résument à l'insécurité sur les principales voies d'approvisionnement et qui rallonge le délai d'acheminement des marchandises.

d) Perspectives

Elles s'annoncent bonnes, en relation avec le déploiement des forces onusiennes, qui entraînerait une hausse des commandes en carburants, en matériels roulants et en produits divers. Par ailleurs les sociétés d'hydrocarbures comptent rouvrir dans l'arrière-pays les stations-services saccagées pendant la crise.

A-3-2 Commercialisation des produits pétroliers

a) Evolution des importations

Le volume de produits pétroliers légers importés par les trois opérateurs de la place (Total, Tradex et Sarpd-Oil) s'est établi à 67 949 m³ à fin décembre 2014 contre 49 325 m³ une année auparavant, soit une hausse de 37,8 %. Cette évolution est en relation avec la demande en carburant des forces internationales qui ne cesse d'augmenter, suite au déploiement des casques bleus en septembre 2014. Le coût global de ces importations a aussi augmenté par rapport à l'année dernière à 33 579 millions de F CFA contre 23 307 millions, soit une hausse de 44,1 %.

b) Evolution de la consommation et du chiffre d'affaires

La consommation des produits légers a connu une hausse significative de 22,3 %, s'inscrivant à 57 130 m³ à fin décembre 2014 contre 46 700 m³ un an plus tôt. En revanche, celle des produits lourds a reculé de 40,9 %, s'établissant à 372 tonnes contre 629 au 31 décembre 2013. Quant au chiffre d'affaires global réalisé durant l'année 2014, il a affiché une hausse de 41,9 %, due principalement à la bonne tenue de la vente du super (48 %), du Gas-oil (51,5 %) et du jet (60,4 %).

c) Difficultés de la filière

En plus, (i) de la dégradation des voies d'acheminement routier, (ii) des créances élevées sur l'Etat, (iii) des fréquentes coupures d'électricité et, (iv) des taux bancaires jugés excessifs, sont venus s'ajouter les problèmes sécuritaires qui ne permettent pas d'envisager un redémarrage des activités dans l'arrière-pays, où il y a eu des pillages de stations-services, de la destruction du matériel de distribution et de la perte des produits pétroliers stockés.

d) Perspectives

Les perspectives demeurent favorables, en relation avec le déploiement des forces des Nations Unies pour le maintien de la paix sur toute l'étendue du territoire, et dont le besoin en carburant sera important. La pacification de tout le pays pourrait permettre aux marketeurs d'envisager la réouverture des stations-services dans les villes de provinces.

A-3-3 Transports

A-3-3-1 Transports fluviaux

a) Evolution du trafic

A fin décembre 2014, le tonnage global de marchandises transportées par la voie fluviale a plus que doublé par rapport à l'année dernière, s'établissant à 64 967 tonnes contre 26 099 tonnes. Cette forte reprise d'activité résulte des conditions sécuritaires au niveau de la capitale Bangui, nettement meilleures qu'il y a un an.

Par nature d'opération, les produits importés en très forte hausse (149,7 %), portent sur le carburant en vrac (55 781 tonnes), le sucre (2 500 tonnes) et les divers (189 tonnes). De même, les exportations ont augmenté de 142 %, attribuable au transport des bois sciés (191 %), des bovins et ovins (25,5 %) et des produits divers (98,2 %).

b) Difficultés du trafic fluvial

Les responsables de la SOCATRAF se plaignent du poids significatif de la fiscalité dans les résultats de l'entreprise. Ils souhaitent également l'obtention des facilités de crédits bancaires afin de renouveler leur parc informatique, acquérir de nouveaux générateurs, rénover la flotte fluviale devenue vieillissante et renforcer les équipements du chantier naval de Kolongo.

c) Perspectives

Les perspectives sont favorables et dépendent de l'opérationnalisation de nouveaux investissements souhaités.

A-3-3-2 Trafic routier

a) Evolution de l'activité

Le trafic routier a connu une évolution baissière durant l'année 2014, en raison de la résurgence de l'insécurité sur les différents corridors. Le volume global des produits transportés par voie routière et déclaré par le Bureau d'Affrètement Routier en Centrafrique (BARC) a régressé de 24,7 %, à 243 913,6 tonnes contre 324 042,1 tonnes une année plus tôt. Cette diminution est imputable au recul du volume des marchandises importées (-32,8 %) et exportées (-18 %).

b) Difficultés du secteur

Les difficultés demeurent inchangées et se rapportent à la persistance de l'insécurité le long des axes d'approvisionnement, l'impraticabilité des routes pendant la saison pluvieuse, la vétusté du parc automobile et aux tracasseries administratives liées aux nombreuses barrières illégales dressées le long du parcours.

c) Perspectives

Les perspectives restent très fragiles et dépendent du rétablissement de la sécurité le long des axes d'approvisionnement, condition indispensable à la relance des trafics.

A-3-3-3 Trafic aérien

a) Evolution du trafic

Les dernières statistiques du trafic aérien, déclarées par l'ASECNA, remontent à fin novembre 2014. Elles ont affiché un résultat globalement positif en liaison avec l'afflux des humanitaires, le déploiement du personnel des Nations Unies, dans le cadre de la mission du maintien de la paix et une reprise graduelle du trafic commercial due au rétablissement progressif de la sécurité dans la ville de Bangui.

De ce fait, les mouvements d'avions, le nombre des passagers et le fret ont enregistré des progressions respectives de 85,2 %, 93,9 % et 318,5 %.

Sur le trafic commercial, en vols internationaux, les mouvements d'avions et le nombre des passagers ont respectivement augmenté de 5,8 % et 53,9 %. Parallèlement, au niveau des trafics intérieurs, les mouvements d'avions et le nombre de passagers ont augmenté de 53,5 % et 33,6 %.

Quant au trafic non commercial, les mouvements d'avions et le nombre des passagers ont connu des fortes hausses de 155 % et 244,7 % respectivement, en relation avec le déploiement de la MINUSCA.

b) Difficultés du secteur

Les compagnies aériennes se plaignent de l'instabilité socio-politique qui aurait freiné les flux aériens, suite à la fermeture de quelques compagnies aériennes, et qui aurait impacté négativement le chiffre d'affaires du secteur.

c) Perspectives

A court terme, les perspectives sont tributaires de l'amélioration de l'environnement sécuritaire et de la relance des activités économiques. Elles dépendent également de la bonne exécution du Projet d'extension, de modernisation et de mise aux normes IATA et OACI de l'Aéroport International Bangui M'Poko.

A-3-4 Télécommunications

a) Evolution de l'activité et du chiffre d'affaires

Le secteur des télécommunications poursuit sa reprise entamée depuis le deuxième trimestre de l'année. Le chiffre d'affaires s'est inscrit, au 31 décembre 2014, à 30 164 millions de F CFA contre 29 352 millions un an plus tôt, soit une légère hausse de 3 %, en relation avec l'amélioration des conditions sécuritaires à Bangui ainsi que dans certaines villes de provinces, qui a permis un timide regain d'activités des opérateurs de téléphonie mobile et surtout l'arrivée à Bangui des humanitaires et forces internationales qui induit une relance de la demande.

b) Difficultés du secteur

Outre le problème d'insécurité qui empêche les campagnes commerciales et les missions techniques pour réhabiliter les sites hors services situés dans les zones occupées par les groupes armés, les autres difficultés se rapportent au problème de rapatriement des fonds dû à l'absence ou à la fermeture des agences des banques en provinces, à la fourniture irrégulière d'énergie électrique, à l'approvisionnement des sites éloignées en carburant et aux tensions de trésorerie.

c) Perspectives

A court terme, les opérateurs de la téléphonie mobile envisagent de rouvrir les agences pillées et mises hors services en provinces et poursuivre les actions de couverture de réseau sur l'ensemble du territoire. Pour y parvenir, ils souhaitent un retour rapide de la sécurité et la réouverture des agences des banques primaires existantes en provinces et qui sont les moyens les plus fiables de rapatriement de fonds de l'arrière-pays vers Bangui.

A-3-5 Le secteur hôtelier

a) Evolution de l'activité

Au terme de l'année 2014, le taux d'occupation moyen des principaux hôtels de la place a augmenté de 23,99 points, s'établissant à 59,50 % contre 35,52 % une année auparavant. Cette évolution favorable est liée à l'afflux dans le pays des hommes de médias étrangers, des humanitaires et d'autres médiateurs dans le cadre de la crise militaro-politique et aussi à l'amélioration de la situation sécuritaire.

Suivant la même tendance, le chiffre d'affaires global a augmenté de 44,50 %, à 6 545,57 millions de F CFA contre 4 529,76 millions une année plus tôt. Cette bonne performance a été observée dans tous les hôtels de la place, à l'exception du National Hôtel qui a enregistré une légère baisse.

b) Difficultés du secteur

Les problèmes demeurent la pénurie des produits de première nécessité sur le marché, les coupures intempestives d'électricité, le retard dans le règlement des factures par l'Etat, la pression fiscale et l'insécurité qui n'encourage pas d'avantage le climat et le développement des affaires ainsi que des activités touristiques dans le pays.

c) Perspectives

Outre la présence des humanitaires dans le cadre de la crise, les perspectives dépendent de l'heureux aboutissement des opérations de pacification du pays par la MINUSCA, la SANGARIS et l'EUFOR, ce qui favoriserait un regain d'activités du secteur.

B - EVOLUTION DE L'INFLATION

A fin décembre 2014, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) des nationaux, publié par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES), s'est inscrit à 356,91 points (base 100 en 1981), contre 302,88 points en 2013, soit une forte hausse de 17,84 % en moyenne annuelle contre 3,99 % une année auparavant. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est accéléré, pour s'établir à 14,71 % en décembre 2014 contre 2,57 % à la même période de l'année dernière, en relation avec la poursuite du choc sur l'offre et la perturbation des réseaux de transport et de distribution des produits alimentaires importés.

Cette forte flambée inflationniste est consécutive à l'augmentation de prix dans les sous-secteurs « alimentation et boissons non alcoolisées » (31,23 %), « boissons alcoolisées et tabac » (7,10 %), « habillement et chaussures » (2,57 %), « logement, eau, gaz, électricité et autres » (0,36 %), « santé » (18,39 %), « loisirs et culture » (23,08 %) et « restaurants et hôtels » (26,48 %).

En revanche, il a été enregistré des baisses de prix dans les sous-secteurs «meubles, articles de ménage et entretien» (-4,00 %), « transports » (-0,95 %), « communications » (-11,36 %) et « biens et services divers » (-7,93 %).

C –SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Les objectifs fixés par le Gouvernement de Transition, dans la Loi de finances 2014 adoptée par le Conseil National de Transition et promulguée par le Chef de l'Etat de Transition à la date du 13 Juin 2014, prévoient un recouvrement des recettes budgétaires de 62,11 milliards de F CFA et une exécution des dépenses publiques à hauteur de 221,27 milliards de F CFA, soit un déficit budgétaire global de 26,68 milliards si l'on tient compte des dons d'un montant prévu de 132,49 milliards.

D'après le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) prévisionnel établi au mois de novembre 2014 par les Autorités nationales en concertation avec le Fonds Monétaire International (FMI), les recettes intérieures seraient mobilisées à hauteur de 40,6 milliards de F CFA en 2014, ce qui ne représente que 65,37 % des prévisions de recouvrement arrêtées dans la Loi de finances. Cette contre-performance s'explique par une activité économique plus faible que prévue en raison de la persistance de l'insécurité.

S'agissant de l'évolution des dépenses à fin décembre 2014, elles seraient payées à hauteur de 135,9 milliards de F CFA, dont 81,2 milliards de F CFA pour les opérations courantes. Par conséquent, le solde global, base engagements, hors dons est ressorti déficitaire à 95,3 milliards de F CFA. Ce déficit est totalement résorbé grâce à des appuis extérieurs massifs reçus par le pays, suite à des décaissements provenant des Partenaires Techniques et Financiers, notamment le FMI, la Banque Mondiale, le PNUD, l'Union Européenne (UE) et la France.

D- SITUATION DES ECHANGES EXTERIEURS

Au 31 décembre 2014, les données relatives à la situation des échanges extérieurs font état d'une baisse de 11,8 %, s'inscrivant à 308 881 tonnes contre 350 141 tonnes à la même période de l'année dernière, en rapport avec la persistance de l'insécurité sur les principales voies de ravitaillement.

Ainsi, les exportations ont régressé de 15,6 %, revenant de 179 888 tonnes à fin décembre 2013 à 151 806 tonnes une année plus tard, du fait du recul des ventes de coton (-75,7 %), de bois (-17,1 %) et des produits divers (-27,2 %).

De même, les importations ont reculé de 7,7 %, à 157 075 tonnes contre 170 253 tonnes, tiré par des baisses enregistrées dans l'affrètement du sucre (-10,9 %), du ciment (-62,5 %), de la farine (-59,7 %), et des produits divers (-16,8 %).

E- PERSPECTIVES A COURT TERME

A court terme, les perspectives de l'économie centrafricaine dépendent de l'amélioration effective des conditions sécuritaires, indispensable au retour des personnes déplacées internes et externes et au redéploiement de l'Administration publique sur toute l'étendue du territoire. Elles dépendent également de la poursuite des financements des programmes de développement dans les secteurs prioritaires que sont la santé, l'éducation, l'eau et l'agriculture.

CONCLUSION GENERALE

En définitive, les données conjoncturelles arrêtées à fin décembre 2014 ont révélé une légère reprise de l'activité économique. Les secteurs tertiaire (Commerce, Hôtel et Télécommunication), de l'énergie et des BTP constituent la locomotive de cette reprise. En revanche, le choc sur l'offre et la perturbation des circuits d'approvisionnement ont exacerbé les pressions inflationnistes et porté le taux d'inflation à 17,84 % à fin décembre 2014, en moyenne annuelle.